

Neuf jours plus tard WURTH-PAQUET en vient à parler de l'attitude du gouvernement prussien avec lequel « il n'y a pas moyen de vivre ... .. s'il continue le système suivi depuis plus d'un an. » Après avoir fait allusion au fait que diplomatiquement parlant la Prusse est en guerre avec les Pays-Bas, Wurth-Paquet poursuit : « Qu'avons-nous à faire ? A nous tenir bien tranquilles, à nous faire bien petits ... .. Lorsque la Prusse nous maltraite nous ne pouvons qu'en référer au Roi et demander sa protection ... .. M. de Königsmarck vous a dit que la Prusse ne doutait pas de nous, mais que nous devons agir à La Haye ... .. C'est donc un marché qu'on veut faire avec nous ... .. Mais ces prétentions sont incroyables ... .. Il s'est trompé d'adresse. Il a cru que nous pouvions exercer une pression sur le Roi et sur son ministre des Affaires étrangères. Lorsque nos intérêts bien entendus nous conseillent d'être à Francfort avec la Prusse, nous devons le dire au Roi et lui en expliquer les motifs ; nous devons même insister ; mais voilà tout ce que nous pouvons faire. » (22)

L'attitude de la Prusse à l'égard du Grand-Duché reçut une explication assez inattendue par une lettre que KOENIGSMARCK eut la drôle d'idée d'adresser à M. SIMONS le 20. 2. 1855 et dont nous extrayons les passages suivants : « Du temps de feu S. M. le roi Guillaume II tous les ministres des Affaires étrangères avec lesquels j'ai eu l'honneur de traiter ici depuis 1842 m'avaient constamment donné l'assurance que le Roi Grand-Duc suivrait quant aux Affaires allemandes toujours la même ligne que la Prusse et ainsi son envoyé à Francfort y voterait en définitive toujours avec celui de la Prusse, quand même par des considérations politiques les apparences ne l'indiqueraient d'abord. M. van Hall est le premier ministre néerlandais qui n'ait pas voulu me donner une telle assurance, et à son départ V. E. (Simons) ne me l'a donnée non plus jusqu'à l'heure qu'il est ... .. » (23) Comme il fallait s'y attendre cette lettre, communiquée au roi et à ses ministres, provoqua « une espèce de soulèvement. » Van Hall est formel : se trouvant à différentes reprises à la tête des Affaires étrangères depuis 1842, il se prétend étranger à une pareille promesse et n'en a jamais aperçu le moindre vestige. » (24)

A la suite d'une lettre énergique du ministre des Pays-Bas à Berlin, comte DE SCHIMMELPENNINCK, des entretiens confidentiels sont engagés entre les gouvernements néerlandais et prussien. KOENIGSMARCK essaye de fournir des explications mais, comme le prétend Mullendorff qui a épluché toutes les pièces, « van Hall dit ne pas vouloir ergoter là-dessus. De son côté le ministre de Prusse à La Haye ne voulait pas être la cause de la retraite de M. van Hall, parce que cela aurait semblé aux puissances occidentales comme une concession faite à la Prusse et fait une mauvaise impression auprès de ces puissances. Ainsi l'état de choses en resta là, après échange de quelques notes verbales.

« Il y a une explication pour l'attitude de M. van Hall et du gouvernement néerlandais. Celui-ci voulait la neutralité. Königsmarck